

18. Dez. 1992

DÉLÉGATION ÉCONOMIQUE PERMANENTE
LE PRÉSIDENT

200.2

Berne, le 15 décembre 1992

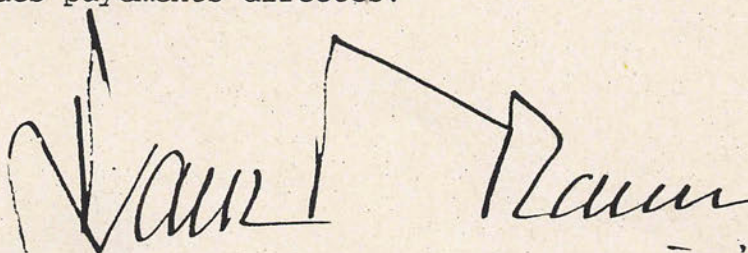
Note pour Monsieur le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz

La "Permanente" s'est réunie aujourd'hui, à ma convocation, pour un échange de vues sur l'état de nos relations économiques extérieures après le 6 décembre. J'ai introduit le problème en lisant l'exposé annexé. M. l'Ambassadeur Girard a donné un aperçu de l'état de l'Uruguay-round.

1. Tous les participants se prononçaient en faveur d'une réalisation rapide d'un programme de révitailisation qui contiendrait et un volet "compétition" et un volet "finances" (la TVA notamment). Aucun participant ne s'est opposé à une augmentation du niveau de compétition par le biais de la reconnaissance unilatérale de normes techniques lors de l'importation de produits en provenance des pays-EEE. Tous étaient d'accord que cette libéralisation devait comprendre l'ouverture du marché de travail suisse à certaines catégories de travailleurs étrangers. M. Chapuis (Association Suisse des Banquiers) fut de l'avis que la reprise des règles EUROLEX sans réciprocité dans son secteur dissuaderait la clientèle étrangère et ne devrait pas être prise en considération. M. Moser, directeur du VORORT, plaida en faveur d'une dérégulation qui ne devait mettre en péril l'aquis social ("Luxusbandagen, aber nicht Sozialstaat abbauen"). Un consensus national dans ce domaine de toute première importance devrait être trouvé sans délai. M. Triponez lança l'idée que l'économie pourrait être améliorée à travers la réalisation de la NEAT, de "Bahn 2000" et de la construction additionnelle d'autoroutes nationales. M. Allenspach exprimait des doutes quant à la volonté du Conseil



- fédéral d'arriver à un programme valable pour la révitalisation.
2. Seuls les syndicats et les banques exprimaient l'avis qu'une deuxième votation EEE devait être lancée. M. Moser était plus nuancé: il pense que le Conseil fédéral doit laisser ouvert toutes les options. MM. Triponez et Allenspach se sont prononcés contre toute tentative de réviser le résultat du référendum EEE.
 3. En ce qui concerne des solutions bilatérales à rechercher avec la Communauté les règles d'origine et le protocole no 2 de l'Accord de libre-échange ("Schoggigesetz") sont, selon Mme Meier (Syndicats) ainsi que MM. Moser et Bötsch (Association Suisse des paysans) les plus importantes.
 4. Les participants étaient nuancés quant aux conséquences économiques du Non à l'EEE. MM. Meyer (Banque nationale) et Allenspach se sont explicitement prononcés contre toute "Schwarzmalerei". M. Meyer remarquait que chaque crise d'adaptation comporterait également des chances.
 5. Tous les participants étaient d'accord que le GATT présente la nouvelle priorité de notre politique économique extérieure. Le succès de l'Uruguay-round est désormais encore plus impératif. M. Bötsch faisait remarquer qu'il était primordial de trouver les moyens pour verser des paiements directes.



Franz Blankart